



Réformes des retraites, casse de l'emploi, salaires en berne, conditions de travail misérables...

IL EST TEMPS DE DIRE STOP !!!



Pourquoi le 5 décembre 2019 ?

De nombreuses sections syndicales et salariés.es ont lancé un appel à la grève reconductible en lien avec le projet de réforme des retraites.

Depuis, beaucoup d'autres salariés.es dans les entreprises et services publics ont fait le choix de les rejoindre dans ce mouvement contre le projet de réforme Delevoye et pour un véritable changement en termes de salaires, pensions, pouvoir d'achat, emploi, revendications locales services publics...

Les confédérations CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, FIDL, MNL, UNEL, UNEF ont décidé d'appeler à la mobilisation à partir du 5 décembre 2019.

La grève générale ne se décrète pas c'est la base qui décide.

N'attendons plus pour construire le grand mouvement dont nous avons besoin avec tous les salariés, retraités et privés d'emploi !

L'UL CGT de BEZONS appelle à la grève et à un rassemblement

LE 5 DÉCEMBRE A 10H30
DEVANT LA MAIRIE DE
BEZONS

Puis départ en car à 12 h30 devant la mairie pour la manifestation parisienne à 14 h gare de l'EST (sur réservation 06 42 61 15 19)

Nous vous invitons à mettre en débat dans toutes les entreprises « la grève et sa reconduction » jusqu'à la satisfaction des revendications pour les emplois, les salaires, les retraites, le service public et les conditions de travail.

[Vous avez des questions, besoin d'aide pour mobiliser dans votre entreprise...](#)

[VENEZ-NOUS RENCONTRER :](#)

- Les mardis et jeudis à notre permanence 6 rue Parmentier - 95870 - BEZONS de 14h00 à 17h00

MAINTENANT
C'EST A VOUS DE DECIDER

Assez, de nous faire voler nos vies A Bezons, comme ailleurs, depuis des années, ras le bol de la dégradation de nos conditions de vie et de travail

Dans toutes les entreprises de la ville : Les salaires sont quasi-bloqués depuis trop longtemps, alors que les prix, eux, continuent d'augmenter. L'année dernière, les ouvriers de PPG ont dû faire trois jours de grève pour que leur direction concède une augmentation plus sérieuse.

Exigeons l'indexation des salaires sur les prix

Les licenciements continuent et avec eux le chômage.

Pourtant, bien des entreprises qui licencient font des bénéfices et en ont fait pendant des années. Pour les actionnaires, les licenciements sont des « investissements » pour accroître la rentabilité.

Un groupe de financier rachète Yvel, l'usine de serrure de camion de Bezons, pour en dégager davantage de profitabilité. Pas besoin d'être sorcier pour comprendre que cela se fera au détriment des salariés.

Imposons l'interdiction des licenciements

1er novembre, « Journée noire » pour les privés d'emploi. Le changement des règles de l'assurance chômage diminue les droits des salariés (réduction de la durée d'indemnisation, baisse du montant des allocations, impossibilité pour beaucoup d'entrer dans le régime,...). L'objectif : faire 3,4 milliards d'économies, sur le dos des salariés.

Désormais, il faut travailler 6 mois sur 24 (au lieu de 4 sur 28) pour obtenir une prestation. Ce durcissement pénalise les plus précaires et notamment les femmes.

Alors qu'il suffisait d'un mois d'activité pour recharger ses droits, les nouvelles conditions en imposent 6. Les hautes rémunérations verront leur allocation baisser de 30 % à partir du 7ème mois. Cette mesure touche surtout les seniors, qui ont du mal à retrouver un emploi.

A partir d'avril 2020 l'indemnisation sera calculée sur le revenu mensuel moyen au lieu de celui des jours travaillés. Cette mesure pénalisera les travailleurs précaires en emploi discontinu. L'Unedic prévoit ainsi une baisse d'indemnisation de 6 % à 50 %.

Décidément, ce gouvernement ne manque jamais d'idées quand il s'agit d'accabler les plus précaires d'entre nous.

Stop à la casse des services publics :

Au prétexte que les caisses sont vides l'État impose des économies dans tous les services utiles à la population. Dans les hôpitaux, les écoles, les services municipaux, les pompiers, les travailleurs dénoncent la dégradation des services. Aujourd'hui il est non seulement plus difficile de se faire soigner pour les usager, mais il est aussi plus difficile de travailler pour les soignants. Alors que l'État ne trouve plus d'argent pour les services publics, il multiplie les aides aux entreprises, en baisse d'impôt ou en subventions. Les milliards existent, ils sont dans les coffres des milliardaires.

Vous ne voulez pas en rester là ? Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Ne laissons pas Macron jouer à la loterie avec nos vies.

Mobilisons-nous contre ces nouvelles réformes qui détruisent nos droits, mobilisons nous pour nos emplois nos salaires ...

**A PARTIR DU 5 DECEMBRE 2019
TOUTES ET TOUS
DANS L'ACTION UNITAIRE POUR
GAGNER**



Retraites : régime à points la réforme de tous les dangers

Des pensions revues à la baisse calculées sur l'ensemble de la carrière et non sur les 25 meilleures années dans le privé, ou les 6 derniers mois dans le public. Ceci permettra aux gouvernements de réduire mécaniquement les pensions.

C'est un tour de passe-passe pour retarder l'âge de départ à la retraite et nous obliger à la repousser pour avoir un minimum de pension. Cette retraite au rabais, sera un pouvoir d'achat en berne pour les retraités et futurs retraités.

Avec le régime par points en Suède et en Allemagne, le taux de pauvreté des retraités est devenu deux fois supérieur à celui des Français.

Pour la CGT, d'autres choix sont possibles : il y a suffisamment d'argent pour améliorer et garantir les droits à la retraite de toutes et de tous car la France est le plus grand payeur de dividendes en Europe, 51 milliards de \$ au cours du deuxième trimestre 2019.